

Plan d'austérité: commerces en danger!

LETTRE OUVERTE
AUX CITOYENS ET AUX COMMERÇANTS DU QUARTIER

Paris, le mercredi 10 juin 2015



La Direction de l'information légale et administrative (DILA – ex *Journaux officiels*) est un service public sous le contrôle direct du Premier ministre. Ses locaux sont implantés depuis 1949 au 26 rue Desaix. Cette entité est importante pour l'arrondissement, tant par son activité que par le symbole qu'elle représente pour l'Etat français.

Pour rappel, les employés de la DILA traitent, éditent, enrichissent, mettent en forme, corrigent et impriment environ 600 publications, avec le concours des salariés de la Société anonyme de composition et d'impression des *Journaux officiels* (SACIJO – société au service exclusif l'Etat français) et de la Documentation française. La plus emblématique d'entre elle est bien évidemment le *Journal officiel* de la République française.

Au plus fort de son activité, le nombre de travailleurs des *Journaux officiels* étaient d'environ 1 200. Ces salariés participent à la dynamique du secteur Duplex – Bir Hakeim. Mais la succession de mesures gouvernementales détruisant des emplois a eu de multiples conséquences, notamment sur l'activité commerçante et la vie de notre quartier.

Une énième décision dogmatique a été annoncée, début 2014. La direction de la DILA a pour ordre de détruire à nouveau 68 emplois à la SACIJO. Si la DILA ne met pas en œuvre de nouvelles destructions d'emploi – ce dont nous doutons, au vu des annonces gouvernementales de non-remplacement d'un agent public sur deux partant à la retraite –, le nombre de salariés ne sera plus que de 800 en 2019 sur le site rue Desaix.

Ces travailleurs sont aussi consommateurs des différents commerces du quartier, des clients ou des usagers des différentes entreprises de service. L'impact financier pour le commerce de proximité sera alors inévitable.

La DILA, au même titre que toutes les administrations, doit faire face à la décision gouvernementale de mettre en œuvre l'austérité budgétaire, qui se traduit inexorablement par une baisse de l'emploi public et des services dus aux citoyens.

Le collectif syndical Info'Com-CGT dénonce le pillage des données publiques produites par les agents publics, combat cette politique d'austérité amenant au démantèlement des services publics et propose de nouvelles ressources financières basées sur la commercialisation par la DILA des données publiques.

Nous nous mobilisons pour :

- > le maintien et le développement de l'emploi dans le quartier ;
- > le maintien du rôle et de l'activité fondamentale de la DILA, à savoir le traitement de l'information légale et administrative ;
- > l'accès aux normes juridiques que tout citoyen est en droit d'attendre pour permettre à chacun de connaître la loi.

Info'Com-CGT demande aux habitants et aux commerçants du quartier d'interpeler les élus d'arrondissement, les élus municipaux et les élus de la République sur l'avenir réel de ce service public, de ses missions et de ses emplois.

INFO'COM-CGT SACIJO

4, rue Guyton-de-Morveau – 75013 Paris
01 4331 80 49 • sacijo@infocomcgt.fr
infocomcgt.fr •     infocomcgt

info'com-cgt
SALARIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION